



**PRÉFÈTE  
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 rue Léo Lagrange  
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 20/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ALTHICAST Auvergne**

ZI Les Chazelles  
63700 Saint-Éloy-les-Mines

Références : 20260417-RAP-63-0304-Althicast-St-Eloy  
Code AIOT : 0005600417

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2026 dans l'établissement ALTHICAST Auvergne implanté ZI Les Chazelles 63700 Saint-Éloy-les-Mines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALTHICAST Auvergne
- ZI Les Chazelles 63700 Saint-Éloy-les-Mines
- Code AIOT : 0005600417
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site considéré, d'une surface de 40358 m<sup>2</sup> (parcelles cadastrales ZB 134 et 156) était utilisé depuis 1963 pour une activité de fonderie.

Les activités étaient soumises à autorisation au titre de la réglementation des Installations Classées

pour la Protection de l'Environnement (ICPE) par le biais de l'arrêté préfectoral du 16/11/1963 autorisant le fonctionnement de la fonderie SOTEREAU à St ELOY LES MINES, les récépissés du 31/12/1965, du 13/05/1974 et l'arrêté complémentaire du 26/02/1976 autorisant les dépôts d'hydrocarbures.

A partir de 2010, la société ALTHICAST AUVERGNE a repris le site pour y exercer une activité de fonderie de métaux ferreux et de transformations de produits métalliques et métallurgiques.

Le tribunal de commerce de Clermont-Ferrand a prononcé, par jugement du 30 mars 2017, la liquidation judiciaire de la S.A.R.L. ALTHICAST AUVERGNE et a désigné la SELARL MANDATUM représentée par maître PETAVY Raphaël en qualité de liquidateur judiciaire.

La préfecture a mis en demeure le représentant de l'exploitant sous un délai de trois mois, de mettre en sécurité le site conformément à l'article R.512-39-1-II du Code de l'environnement (AP n°20-00246 du 10 février 2020). Sans suite de la mise en demeure, un arrêté préfectoral portant consignation de sommes répondant au montant des travaux de mise en sécurité restant à réaliser a été notifié au liquidateur (AP n°20201863 du 4 septembre 2020). Par courrier du 17 mars 2021, Maître PETAVY a répondu que cette créance n'était pas recevable au titre qu'elle n'est pas née pour les besoins du déroulement de la procédure.

Le préfet de département a sollicité le ministère de la transition écologique par courrier du 22 octobre 2023 afin d'engager l'ADEME pour la résorption de la menace grave sur le site ALTHICAST.

Par courrier signé du 29 novembre 2024, le directeur général de la prévention des risques (DGPR) du ministère de la transition écologique a donné son autorisation.

En outre, la faible pression foncière et l'incertitude sur l'état environnemental n'ont pas conduit à ce jour à la reprise du site.

Les arrêtés préfectoraux d'occupation temporaire et de travaux d'office ont été signés le 23 avril 2025.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R512-75-1 IV	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Travaux d'office, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De nombreux déchets et produits dangereux sont toujours présents sur le site ALTHICAST AUVERGNE depuis la liquidation prononcée en mars 2017.

Compte tenu du niveau de menace sur l'environnement et/ou les populations au regard des différents risques générés, les mesures de mise en sécurité doivent être engagées pour évacuer les

déchets et produits dangereux, supprimer les risques d'incendie et d'explosion et surveiller les effets de l'installation sur l'environnement.

Les arrêtés de travaux d'office et d'occupation des sols ont été signés le 23 avril 2025 afin de permettre une intervention de l'ADEME envisagée au 2<sup>e</sup> semestre de l'année 2026.

Toutefois, préalablement à cette intervention, le liquidateur devra permettre l'accès au local, fermé à clef, situé en partie nord du bâtiment mécanique.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mise en sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/07/2024, article R512-75-1 IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 22/01/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Travaux d'office, Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 24/04/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.</p> <p>En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.</p>
<b>Constats :</b> <p><b>Constats effectués depuis la visite du 22/01/2025 :</b></p> <p>L'entrée du site comprend un portail métallique fermé par un simple câble et est aisément contournable.</p> <p>Le panneau d'interdiction d'entrer sur le site n'est plus présent.</p> <p>Le bâti se compose de 4 bâtiments :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Bâtiment d'ébarbage , un étage sur la partie Sud (bureaux) ; plusieurs stockages dispersés de déchets dangereux, divers produits inflammables (papiers, pneus, plastiques), bouteilles de gaz,.... ;</li><li>• Bâtiment de fonderie , un étage sur la partie Nord- Ouest (vestiaires et poste de premier secours) ; le bâtiment et ses alentours présentent plusieurs tas de sables de fonderie ainsi que des GRV (résines corrosives selon l'étiquetage). Des fûts, a priori d'hydrocarbures, sont fortement détériorés. L'un deux s'est déversé dans la rétention et en dehors. La cuve de résine accolée au bâtiment est fuyarde, ainsi que sa rétention. Des écoulements sont constatés autour de la zone. Dans le bâtiment, plusieurs tas de pneus sont présents ;</li></ul>

- Bâtiment de modelage et bureaux , plain-pied ;
- Bâtiment de l'atelier mécanique : le bâtiment comporte, en sa partie nord, un local inaccessible (porte verrouillée) susceptible de contenir des produits potentiellement dangereux.

Des matériaux de toiture type fibrociment (absence d'amiante selon les reconnaissances effectuées par l'ADEME) sont éparpillés sur le sol.

Les différents bâtiments sont ouverts et facilement accessibles.

L'état des bâtiments s'est encore dégradé depuis la précédente visite réalisée en 2025.

**Intervention de l'ADEME :**

Les arrêtés préfectoraux d'occupation temporaire et de travaux d'office ont été signés le 23/04/2025.

La visite du site a permis de constater que depuis la visite précédente, la mise en sécurité du site n'est pas réalisée.

L'intervention de l'ADEME afin de mettre en sécurité le site est prévue pour le second semestre 2026.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- **Préalablement à l'intervention de l'ADEME pour la mise en sécurité du site ALTHICAST, le mandataire judiciaire doit procéder à l'ouverture du local du bâtiment de l'atelier mécanique fermé à clef afin d'identifier les produits qui y sont stockés et les risques afférents.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

## Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°1 : Mise en sécurité



*Bâtiment Ebardage - Laboratoire*



*GRV stockés à l'extérieur du bâtiment Ebardage*



*GRV stockés à l'extérieur (au sud bâtiment fonderie)*



*Fûts d'huile dégradés*



*Cuve de résines fuyarde*



*Rétention de la cuve de résine fuyarde*



*Sables de fonderie*



*Fosse du bâtiment fonderie emplie de pneus*





*Intérieur du bâtiment Mécanique*